

**LANGAGE DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE : INSERTION SOCIALE ET
PROFESSIONNELLE DES ENFANTS MIGRANTS DANS LA VILLE DE
OUAGADOUGOU**

Tiga Alain OUEDRAOGO

INSS-CNRST

Equipe protection et Cohésion Sociale

alainoued1@yahoo.fr

&

Issa OUEDRAOGO

Université de Ouahigouya

Equipe protection et Cohésion Sociale

ouedraogoissa323@gmail.com

&

Sabine SOME

INSS-CNRST

Equipe protection et Cohésion Sociale

siensolea@gmail.com

Résumé : L'examen du parler des enfants migrants dans la ville de Ouagadougou illustre une double crise tant au niveau social que linguistique. Leur discours semble constitué de formes d'individuation linguistique avec un langage imagé construit recourant à la néologie. A travers ce parler nous avons découvert l'enfant migrant et nous voulons utiliser ses forces et ses faibles pour son insertion sociale et professionnelle. L'objet du présent article est de déceler des possibilités d'insertion sociale et professionnelle des enfants migrants dans la ville de Ouagadougou. A travers le cadre de la sociolinguistique urbaine, les analyses ont concerné les aspects linguistiques, mais aussi psychologique et sociale. Suite aux enquêtes, entretiens et interview, nous avons procédé au dépouillement, à l'analyse et à l'interprétation. Le phénomène des enfants migrants est complexe et requiert des actions concertées avec tous les acteurs et partenaires intervenant sur la problématique, notamment la coalition des intervenants auprès des jeunes et enfants vivant en situation de migration dans la ville de Ouagadougou.

Mots clés : insertion, sociale, professionnelle, enfant, migrant.

**LANGUAGE OF STREET CHILDREN: SOCIAL AND PROFESSIONAL
INTEGRATION OF MIGRANT CHILDREN IN THE CITY OF OUAGADOUGOU**

Abstract: The examination of the speech of migrant children in the city of Ouagadougou illustrates a double crisis, both socially and linguistically. Their discourse seems to consist of forms of linguistic individuation with a constructed imagery using neology. Through this talk we discovered the migrant child and we want to use his strengths and weaknesses for his social and professional integration. The purpose of this article is to identify opportunities for social and professional integration of migrant children in the city of Ouagadougou. Through the framework of urban sociolinguistics, the analyzes concerned the linguistic, but also psychological and social aspects. Following the surveys, interviews and interviews, we proceeded to the analysis, analysis and

interpretation. The phenomenon of migrant children is complex and requires concerted action with all the actors and partners involved in the issue, in particular the coalition of stakeholders working with young people and children living in a migration situation in the city of Ouagadougou.

Key words: integration, social, professional, child, migrant.

Introduction

Nés des flux migratoires, de la crise du logement et des failles du système national de protection de l'enfance des différents régimes politiques, les enfants migrants de la ville de Ouagadougou ont mis une multiplicité de langues en branle pour créer leur propre jargon. L'existence de ce parler semble d'abord ignorée ou négligée autour des années soixante (HOCQUET, 1968). Médecins sans frontière (MSF)/ Burkina Faso, intervenant dans la prise en charge médico-psychosociale des enfants et orphelins en situation de vulnérabilité (OEV) dont la plupart vivait dans la rue, s'est confronté à ce parler en pleine expansion dans les rues de Ouagadougou dans les années 2000 (MSF & La Lettre volée, 2003), WANGRÉ & MAÏGA (2008) en sociologie et YOUNGBARÉ (2013) en psychologie et bien d'autres. Le langage des enfants migrants de la ville de Ouagadougou est une forme spécifique de « parler jeune » dont dispose des enfants et adolescents qui vivent dans la rue et issues des quarante cinq (45) provinces que compte le Burkina Faso.

A travers le langage des enfants migrants, nous avons décelé leurs insuffisances, mais aussi leurs préoccupations. Le principal problème est le manque d'occupation, de travail et l'absence de possibilité professionnelle, mais aussi de l'éducation et des apprentissages. L'éducation scolaire et l'alphabétisation ont un impact sur le comportement verbal. Les productions langagières des enfants migrants sont observables à travers les interférences morphosyntaxiques, sémantiques, phonétiques et les formes de diglossies sont des indices d'un « *apprentissage scolaire incomplet* », MAURER (1996) dans MOREAU (1997 : 130). Les données de l'enquête sont à ce point formelles. Environ 89 % des enfants migrants ont suivi un enseignement coranique soit 52 % et 37 % ont seulement le niveau de l'école primaire. Les méthodes utilisées pour l'enseignement des langue un (L1)/langue deux (L2) peuvent être parfois reproductrices d'erreurs à l'image des interférences et des formes de diglossies attestées. La non prise en compte des stades du développement cognitif, verbal et psychoaffectif lors des processus de transmission ou d'enseignement des L1 et L2 dans les structures scolaires formels/non-formels peut être source d'échecs d'apprentissage des dites langues. Cela engendre les néologismes, les déformations et les substitutions de phonèmes, les difficultés phonétiques.

L'un des problèmes majeurs de l'insertion sociale et professionnelle est l'exclusion sociale. Les données des enquêtes attestent que seulement 39 % des enfants migrants s'adonnent à des activités de survie alors que 61 % s'adonnent à la mendicité, au vol et à la prostitution. Les stigmates collés à ces enfants migrants font d'eux des êtres marginaux donc exclus de tout processus de socialisation et de formation professionnelle pouvant leur donner une deuxième chance de vie. L'objectif du présent article est de proposer des pistes de solution pour l'insertion sociale et professionnelle des enfants migrants dans la ville de Ouagadougou. Le présent article se présente en deux grandes parties : le cadre théorique et méthodologique et la présentation des propositions d'insertion sociale et professionnelles des enfants migrants de la ville de Ouagadougou.

1. Cadre théorique et méthodologie de la recherche

1.1. Cadre théorique

Le cadre théorique de CALVET sera utilisé comme cadre de référence pour la présente étude. La sociolinguistique connaît des développements tout en se subdivisant en plusieurs

champs d'études. C'est ainsi que la sociolinguistique urbaine voit le jour avec des auteurs comme CALVET (1994), BULOT (1998) et MARCELLESI/GARDIN (1974).

CALVET (1994) s'est intéressé à l'étude de la langue en contexte urbain. Pour la sociolinguistique urbaine, la ville est à la fois un lieu de brassage des langues et un lieu d'unification. La ville est alors un espace plurilingue qui peut être vue à travers trois angles (CALVET, 1994) :

- La ville comme un facteur d'unification linguistique : elle est une sorte d'homéostat « *relevant métaphoriquement le défi de babel* » (KABORE, 2004). La communication s'organise autour d'une seule langue soit essentiellement la langue locale dominante ou souvent une langue ad'hoc, à fonction véhiculaire.
- La ville comme un lieu de conflit des langues : elle fait ressortir le rapport conflictuel entre les langues véhiculaires observables à divers niveaux (famille, groupes sociaux, école, etc.).
- La ville comme un lieu de coexistence et de métissage linguistique : la multiplicité des langues en ville crée une coexistence entre elles et l'émergence de nouveaux parlers urbains.

Cette conception nous permet d'appréhender la coexistence entre les langues et l'émergence de nouveaux parlers urbains. Nous nous appuyons aussi sur le concept d'« *individuation linguistique* » de MARCELLESI & GARDIN (1974). Il vise à rendre compte de « *l'ensemble des processus par lesquels un groupe social acquiert un certain nombre de particularités de discours qui peuvent permettre de reconnaître, sauf masquage ou simulation, un membre de ce groupe* » MARCELLESI & GARDIN (1974 : 231). Pour BULOT (1998 : 184), il s'agit de « *faits énonciatifs repérables d'individuation linguistique* ». ZONGO (2001 : 14) nous fait l'historique de ce concept en soulignant que « *le concept d'individuation linguistique a été exposé pour la première fois en tout cas sous une forme systématique - en 1974 dans Introduction à la sociolinguistique - la linguistique sociale (Marcellesi/Gardin)* ».

Cette théorie nous enseigne que dans les groupes sociaux circonscrits, il se manifeste un certain nombre de particularités de discours propres au groupe. La méthode proposée pour étudier les formes d'individuation linguistique d'un groupe est la prise en compte des contrastes et des formes de rejet. Les modèles dits variationnistes classiques de (LABOV, 1966) et (BELL, 1984) et interactionnels (GUMPERZ, 1989) ont été associés pour analyser le discours des enfants migrants. Aussi, l'analyse concerne la forme et le sens des termes recueillis à travers un corpus au sein duquel nous avons relevé des formes d'« *individuation linguistique* » (MARCELLESI & GARDIN (1974) ; BULOT (1998) et ZONGO (2001)). Elle va de la forme des unités lexicales (UL) (AUZANNEAU (2001 a), ABOA (2011) ; KEITA (2013) pour déceler la construction sémantique et les catégories sociales (SCHILLING ESTE N. (1998), Johnston B. (2000), AUZANNEAU (2001 a, 2001 b & 2002), MILROY et GORDON (2003), ECKERT (2001).

Nous cherchons ainsi à accéder à la complexité des rapports entretenus entre les formes linguistiques et la construction du sens au cours de l'interaction ; ce qui diffère de celui qui consiste à focaliser la recherche sur la spécificité linguistique propre aux jeunes considérés dans les milieux urbains (BINISTI (2000), MELLIANI (2000), SEBBA (1993), RAMPTON (1995), TRIMAILLE (2004), JAMIN (2004), ARMSTRONG (2002), CHESCHIRE et al. (1999 & 2008), BILLIEZ (1992 & 2003) et FAGYAL (2003)).

Après cela, nous avons ouvert une brèche dans le cadre de la psycholinguistique en vue de mieux cerner l'étude des processus cognitifs mis en œuvre dans le traitement et la production du langage. La psycholinguistique est l'étude scientifique des comportements verbaux dans les aspects psychologiques. Si la langue relève de la compétence linguistique,

les actes de parole qui résultent des comportements individuels et qui varient avec les caractéristiques psychologiques des sujets parlants sont du domaine de la psycholinguistique.

La psycholinguistique s'intéresse en particulier au processus par lesquels,

« les sujets parlants attribuent une signification à leur énoncé, aux « associations de mots » et à la création des habitudes verbales, aux processus généraux de la communication (motivations du sujet, sa personnalité, situation de communication, etc.), à l'apprentissage des langues, etc. ». Mais la psycholinguistique peut avoir des ambitions plus grandes, celle en particulier, de construire un modèle général de perception, de compréhension et de production de langage, au sein des sciences cognitives » (DUBOIS & AL., 1973 : 390).

1.2. Cadre méthodologique

La zone d'étude est la ville de Ouagadougou. Nous avons choisi cette ville parce qu'elle a connu d'importantes mutations sur le plan urbanistique et attire de nombreuses populations de divers horizons. De façon spécifique, nous avons choisi cette ville parce qu'elle est le lieu de rencontre et de circulation de diverses populations qui se caractérisent par une diversité d'ethnies et de cultures et par conséquent une pluralité de langues en contact. CALVET (1994 : 10) soutient que « *la ville constitue un milieu de convergence d'hommes de provenances diverses et cette convergence (...) vers la cité a sa contrepartie linguistique* ». C'est cette contrepartie linguistique qu'offre la ville qui a marqué notre intérêt pour ce terrain d'étude.

La population d'étude comprend des enfants en situation de rue, des organisations de la société civile ayant des sites d'accueil et d'hébergement et des agents du ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille qui œuvrent à la prise en charge des enfants en situation de rue.

Au niveau de la population, la taille de l'échantillon était préalablement définie à deux cents (200) sujets. Dix (10) sites d'hébergement tirés au sort ont été visités également. A partir de ces données sur la composition de l'échantillon, nous nous sommes intéressés aux structures de prise en charge afin de mieux comprendre le dispositif, de mieux nous approprier le vécu langagier et de découvrir le dispositif de prise en charge au niveau du Burkina Faso. Pour ce faire, nous avons eu des entretiens avec des agents (infirmier, éducateur spécialisé, psychologue) et des organisations de la société civile comme l'Association aide à l'enfance/ KEOOGO, le SAMUSOCIAL BURKINA FASO (SSBF), l'Association Action Mama Africa (AMA), l'Association pour la Promotion des Droits des Mineurs (APDM), le Ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille, et la Police. Certains des responsables du fait de leur grande expérience sur la question étaient nos informateurs.

Nous avons opté pour l'échantillonnage aléatoire car notre souci était d'éviter tout choix sur la base d'une quelconque affinité et d'avoir une certaine représentativité des sujets soumis à l'étude. Nous avons collecté nos données de façon méthodique.

Dans le souci d'approfondir cette recherche, nous avons mené une enquête documentaire qui a consisté à consulter des ouvrages disponibles sur le phénomène des enfants en situation de rue, sur la psychologie, sur la linguistique, la psycholinguistique et la sociolinguistique et bien d'autres.

Nous avons collecté nos données sur la base d'un questionnaire et d'un guide d'entretien. L'objectif visé est de mettre en évidence un lien de cause à effet entre les caractéristiques des

sujets (âge, sexe, milieu socio-économique ou culturel d'origine, langue maternelle, niveau scolaire, etc.), des cibles linguistiques étudiés (types mots, de phrases,) et des situations de communication comme le contenu des productions, le contexte, les caractéristiques des interlocuteurs, les types de rapports psychologiques ou sociaux qu'ils entretiennent, etc.

La réalisation de certains entretiens s'est faite avec le soutien des travailleurs sociaux de KEOOGO, Samusocial Burkina Faso (SSBF), l'Association pour la Protection des Droits des Mineurs (APDM), ACTION MAMA AFRICA (AMA) et l'appui des agents du ministère de la femme, de solidarité nationale et de la famille. Il s'est déroulé aussi bien en français qu'en langues nationales.

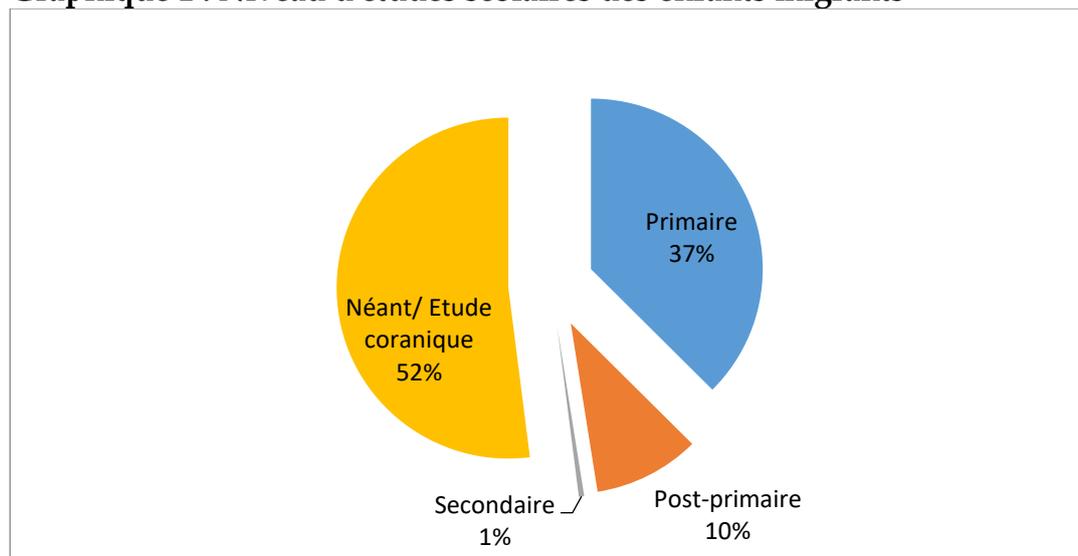
En ce qui concerne l'identification des sites des ESR, elle s'est déroulée à travers le repérage sur des cartes géographiques des sites des ESR (cf. monographie des ESJR, 2017, p. de notre étude) et un repérage de terrain qui a consisté à nous rendre sur les sites à partir des maraudes. A cela nous avons fait une part belle à la technique de l'entretien semi-directif afin de vivre en direct les productions langagières des ESR et pallier les insuffisances du questionnaire. Pour toucher un large public, nous avons opté en alternant entretiens individuels et collectifs sous la forme de focus groupe. Les séances d'animations d'entretiens collectifs dénommées des « groupe de parole » par KEOOGO et les entretiens individuels avec les « pairs » ou ex ESR nous ont permis de recueillir des témoignages sur la vie des ESR. La technique de l'entretien nous a permis de vivre la réalité sur l'usage des termes et les interactions langagières des ESR.

Après cela, nous avons procédé au dépouillement et à l'analyse des différents éléments. Ce qui nous amène à faire les propositions ci-dessous pour aider à apporter des solutions à la situation des enfants migrants.

2. Présentation/ Analyse Et Interprétation des Données du questionnaire

2.1. Répartition des enfants en situation de rue selon le niveau d'étude scolaire

Graphique 1 : Niveau d'études scolaires des enfants migrants



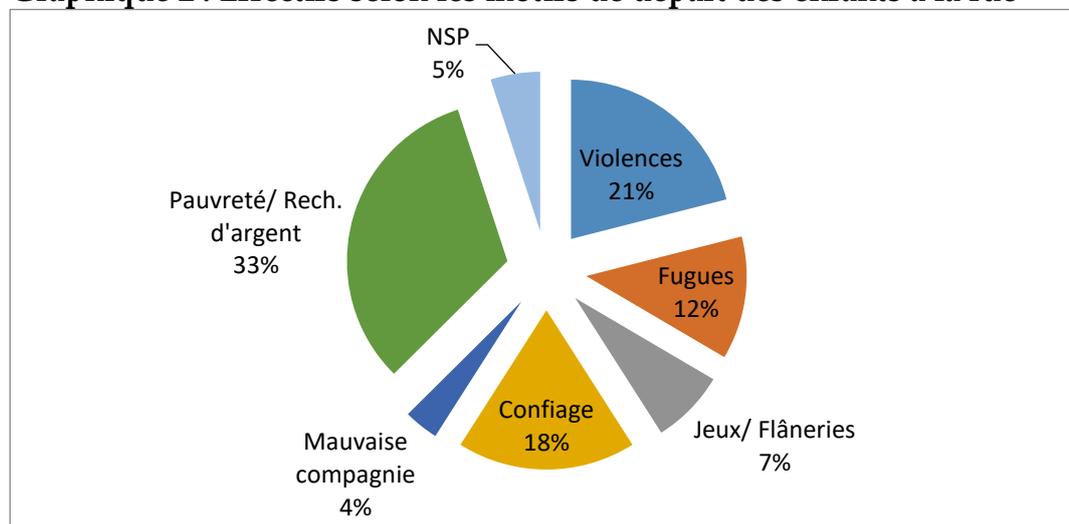
Source : Données de nos enquêtes de 2021-2022

Les données nous montrent que 104 enfants en situation de rue soit 52 % ont bénéficié seulement d'une étude coranique. Cela ne leur permet pas de savoir lire, écrire et compter ni dans leur propre langue (maternelle) ni dans une L1 comme le français, ni dans une

langue étrangère en l'occurrence l'anglais, etc. L'apprentissage du coran a uniquement un but religieux. Par contre 48 % des ESR qui ont fréquenté ont dû arrêter précocement leurs études à partir du primaire, du post-primaire et au secondaire. Dans leur majorité, les ESR ont eu un cursus scolaire pratiquement inachevé.

2.2. Motifs de départ des enfants

Graphique 2 : Effectifs selon les motifs de départ des enfants à la rue

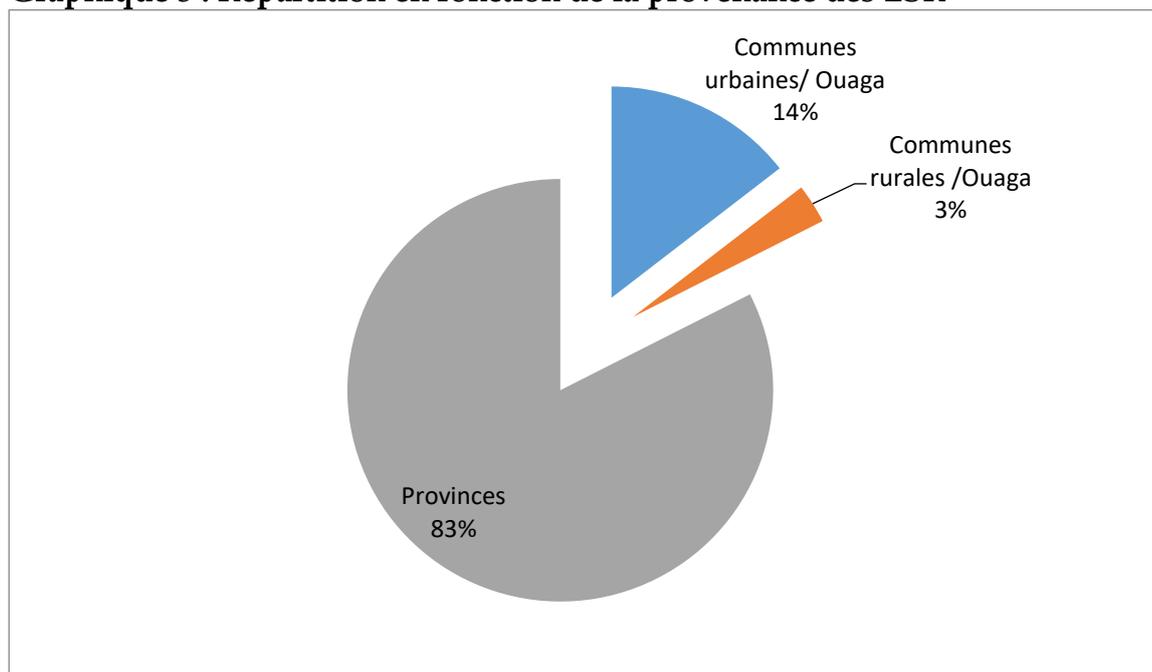


Source : Données de nos enquêtes de 2021-2022

Les raisons données par les ESR sont multiples et multiformes. Après synthèse, nous avons retenu quelques-unes qui sont : la pauvreté qui rime avec la recherche d'argent 33 %, les violences 21 %, le confiage pour études scolaires et coraniques représente 18 % et les fugues 12 %. Ces motifs représentent les principales causes de l'arrivée des enfants dans la rue. Les motifs quels qu'ils soient représentent à nos yeux des indices de référence de crise psychoaffective caractérisée par des attachements parents-enfants de mauvaise qualité. Ces indices peuvent induire les enfants à adopter des comportements déviants et un langage déviant.

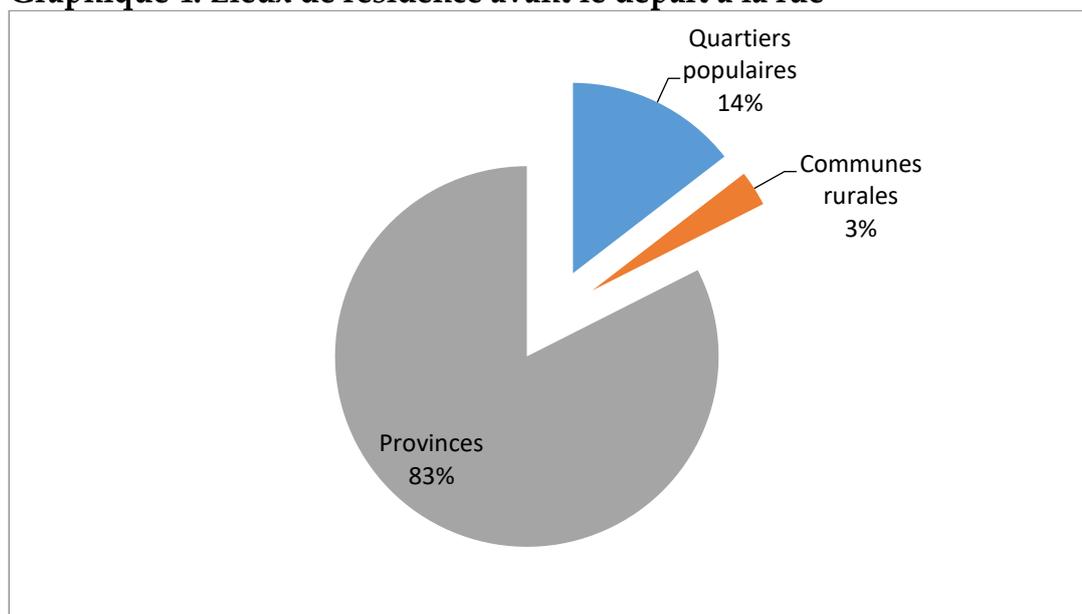
2.3. Lieu de résidence avant le départ à la rue

Graphique 3 : Répartition en fonction de la provenance des ESR



Source : Données de nos enquêtes de 2021-2022

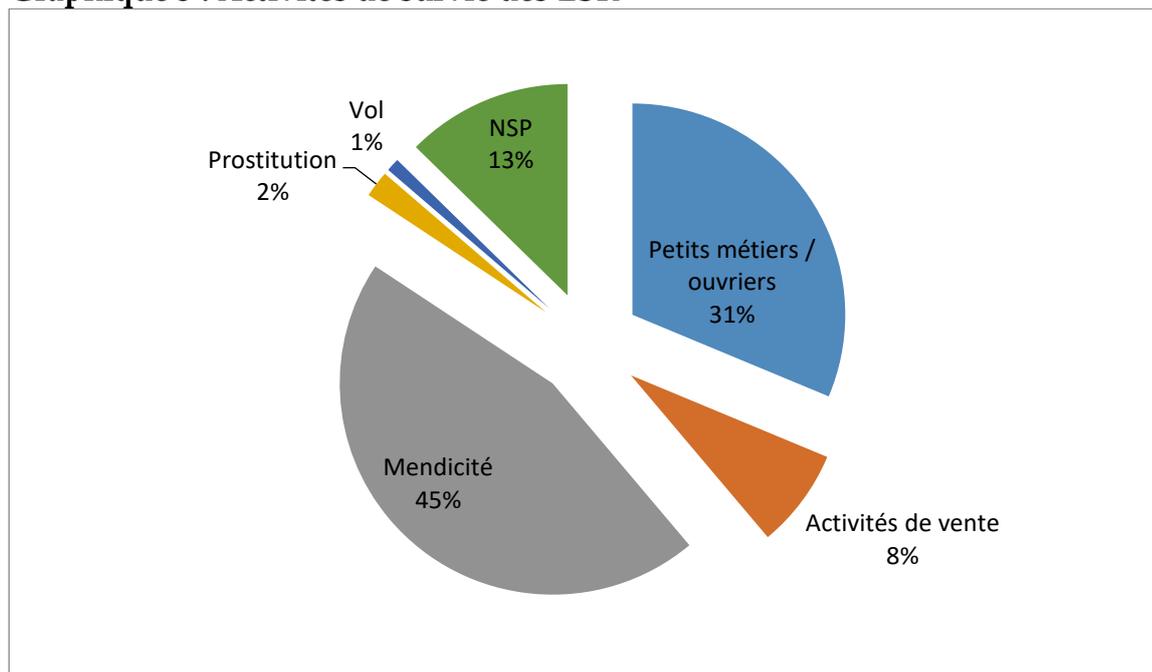
Graphique 4: Lieux de résidence avant le départ à la rue



Source : Données de nos enquêtes de 2021-2022

Les enfants migrants proviennent de plusieurs localités provinces/villages/communes du Burkina Faso. Les données de l'étude nous indiquent que sur les quarante-cinq (45), plus de la moitié (26 provinces) est concernée avec 165 enfants ayant migré vers la capitale Ouagadougou soit 83 %. Seulement 6 enfants soit 3 % sont issus des communes rurales de Ouagadougou et 29 enfants résidaient dans la commune urbaine à travers les quartiers populaires soit 14 %. Cette migration engendre l'éloignement des enfants de leurs terroirs d'origine. Cela atteste aussi une rupture précoce de liens sociaux entre père-fils, mère-fils/fille et enfants entre eux et avec leur communauté d'origine. Ceci engendre des conséquences au niveau linguistique /social et psychologique.

Graphique 5 : Activités de survie des ESR



Source : Données de nos enquêtes de 2021-2022

Après la rupture des liens avec les parents/ tuteurs /trices, les ESR sont confrontés aux dures réalités de la vie quotidienne. La stigmatisation dont ils sont victimes les amène à développer plusieurs initiatives pour survivre. Les activités de survie vont des petits métiers 31 %, des activités de vente 18 % à la mendicité 45 % en passant par la prostitution 2 %, au vol 1%. Une donnée remarquable est le vol qui représente seulement 1 %. Cela signifie que les ESR y ont recours lorsqu'ils épuisent tous les moyens appropriés pour satisfaire leurs besoins. Cela peut vouloir dire que l'ensemble des activités menées dans la rue cachent d'autres intentions tel le vol.

Exemple : Direction Régionale de l'Action Sociale du Centre : Entretien/ E. n°102 : « les ESR dissimulent leur vraie identité. Le vol et le mensonge sont des pratiques courantes ».

Exemple : DEGESS/Ministère de la femme : Entretien/ E. n° 105 atteste à travers des sources statistiques et des témoignages via support d'enregistrement audio transcrit que « la mendicité, la prostitution, les actes de brigandage, la vente ou la consommation de la drogue et le vol sont des pratiques courantes chez les ESR. Le but de ces pratiques est de survivre. Gagner de l'argent par tous les moyens est essentiel pour la survie des ESR ». Ce qui est certains c'est que le vocabulaire relatif au vol est riche. A ce titre, UL liés aux finances /comptage de l'argent parlent beaucoup, (cf. domaines sémantiques) pour en savoir davantage.

2.4. Problème d'éducation/ alphabétisation

L'éducation scolaire et l'alphabétisation ont aussi un impact sur le comportement verbal. Les productions langagières des ESR observables à travers les interférences morphosyntaxiques, sémantiques, phonétiques et les formes de diglossies sont des indices d'un « apprentissage scolaire incomplet », MAURER (1996) dans MOREAU (1997 : 130). Les données du graphique 1 sont à ce point formel. Environ 89 % des ESR ont suivi un enseignement coranique soit 52 % et 37 % ont seulement le niveau de l'école primaire.

Les méthodes utilisées pour l'enseignement des L1/L2 peuvent être parfois reproductrices d'erreurs à l'image des interférences et des formes de diglossies attestées. La non prise en compte des stades du développement cognitif, verbal et psychoaffectif lors des processus de transmission ou d'enseignement des L1 et L2 dans les structures scolaires formels/non-

formels peut être source d'échecs d'apprentissage desdites langues. Cela engendre les néologismes, les déformations et les substitutions de phonèmes, les difficultés phonétiques.

2.5. Problème d'insertion sociale et professionnelle

L'exclusion sociale est l'un des grands maux de la société burkinabè. Les données du graphique 5 attestent que seulement 39 % des ESR s'adonnent à des activités de survie alors que 61 % s'adonnent à la mendicité, au vol et à la prostitution. Les stigmates collés à ces ESR font d'eux des êtres marginaux donc exclus de tout processus de socialisation et de formation professionnelle pouvant leur donner une deuxième chance de vie.

3. Présentation des solutions issues de la recherche

Nos propositions de solutions s'adressent à l'Etat, aux organisations de la société civile (OSC) et aux partenaires techniques et financiers (PTF).

Le langage des enfants migrants est une forme d'expression qui atteste une identité sociale en crise. C'est un sociolecte qui renforce l'exclusion et la stigmatisation. Il peut être un noyau protecteur pour les enfants migrants, une ouverture au monde extérieur, un renforcement de l'humanisation et l'assistance sociale, médicale, psychologique et l'intégration sociale et professionnelle.

Une prise en compte du volet langage permet la compréhension des enfants migrants de la ville de Ouagadougou. L'exploitation des ressources linguistiques peut servir de base à des séances de sensibilisations du public burkinabè en vue de lutter contre la stigmatisation, l'exclusion sociale et la grande pauvreté des enfants migrants. Des actions peuvent être entreprises pour le plein épanouissement des enfants migrants. Il s'agit par exemple de s'investir dans des actions saines à travers le retour à l'école ou à l'atelier à travers les centres de formation professionnelle ou de rééducation. Cela offre une seconde chance de vie, de réussite d'où une resocialisation des enfants migrants. Nous pourrions envisager des actions concrètes au plan social et linguistique.

3.1. Au plan social

Pour une inclusion sociale réussie, nous pouvons envisager une prise en charge des ESR à travers les ministères ci-après.

❖ Ministères cibles

Le MFSNF pourrait renforcer son dispositif de prise en charge à travers des programmes d'insertion socio-économique. Les actions suivantes peuvent être envisagées :

- l'identification et la référence des cas d'ESR dans les centres sociaux spécialisés ;
- l'enseignement de modules d'éducation parentale dans les écoles et instituts de formation professionnelle ;
- l'appui alimentaire aux centres sociaux, aux familles démunies et aux écoles coraniques;
- des programmes de sensibilisations sur la réduction des violences faites aux enfants dans les familles, les écoles et les rues ;
- la solidarité endogène entre les familles ;
- l'exploitation du langage à travers des œuvres musicales et cinématographiques à l'image du film ivoirien "l'invisible", du clip musical "tharmazol" ou "le petit Ali" en guise de sensibilisation et de conscientisation des enfants des dangers de la vie en situation de rue.

Pour le MENAPLN, nous pouvons améliorer le dispositif d'inclusion scolaire à travers le programme d'éducation en situation d'urgence par :

- un plaidoyer en faveur d'une inclusion des ESR dans le système scolaire et la formation aux métiers ;
- l'intégration effective suivie d'un octroi de bourses d'étude et de formation à divers métiers au profit des ESR désirant retourner à l'école ou à l'atelier ;
- l'enseignement et la mise en pratique des modules d'éducation morale et civique à travers tous les ordres d'enseignement et de formation professionnelle ;
- l'établissement d'un cadre permanent de concertation ou de partenariat regroupant les OSC issues de la communauté musulmane, le MENAPLN, le MFSNF/AH et le ministère de la jeunesse et de formation professionnelle en vue de réformer les écoles coraniques pour une meilleure insertion socio-économique des sortants desdites écoles ;

Il faut aussi une synergie d'action entre les OSC de la chaîne de protection, le ministère de la sécurité et le ministère de la justice pour mieux assurer une protection des ESR en ces temps où la menace terroriste ébranle les fondements de la cohésion sociale.

Le contexte sécuritaire nous oblige à mieux coopérer afin de contrôler la mobilité et la migration des ESR pour mieux les sécuriser. En ce sens, nous proposons :

- l'ouverture d'un fichier national pour retracer l'itinéraire des enfants en situation de mobilité et de migration dans notre pays pour une prise en charge adéquate depuis les zones de départ en vue d'une meilleure insertion sociale ;
- la prise en charge des procédures judiciaires mettant en cause des ESR conformément aux textes et conventions en vigueur par la sensibilisation et la référence des cas ;
- L'indépendance des tribunaux pour enfants ;
- le renforcement des moyens humains, matériel et financiers adéquats.

Pour le Ministère de la santé, il peut aussi contribuer à l'extension de la gratuité des consultations et soins de santé en faveur des ESR et faire des références aux services de l'action humanitaire.

❖ **Au niveau de la prise en charge psychosociale**

En poussant la réflexion plus loin, nous proposons :

- une implication de leaders coutumiers et religieux et une véritable synergie d'actions entre les ministères et les OSC dans la lutte contre le phénomène des ESR.
- une collaboration scientifique pluridisciplinaire alliant les départements de psychologie, sociologie et sciences du langage
- l'apport des psychologues cliniciens ou psychothérapeutes est d'office indispensable pour les ESR.

Si les liens entre les comportements psychoaffectif et langagier sont établis, il faut des thérapies en matière de psychopathologie et psycholinguistique pour prévenir et guérir non seulement les troubles du langage mais aussi corriger les comportements déviants notamment les troubles de conduite qui ne sont que les premiers signes cliniques dont souffrent les malades mentaux.

- la prévention et la lutte contre la violence

L'établissement d'une relation dyade saine au sein des familles favorise une bonne transmission des langues aux enfants aussi bien en famille qu'à l'école. Ainsi, nous devons sensibiliser les familles et l'école à atténuer voire éradiquer la violence sous toutes ses formes pour maintenir nos enfants dans nos familles et à l'école.

❖ Aux organisations de la société civile (OSC)/ partenaires Techniques et Financiers :

- Accompagner l'Etat /les ONG et associations dans leur politique de re/insertion sociale par le financement, la construction et l'équipement des structures d'accueil comme la Maison de l'Enfance André Dupont de Orodara (MEADO) ou l'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) dans les 13 régions du Burkina. Dans lesdites structures, des programmes spéciaux d'alphabétisation, d'éducation inclusive et d'inclusion socio-professionnelle peuvent se mener concomitamment en faveur des ESR désirant les y intégrer volontairement.
- La construction et l'équipement d'orphelinats et de garderies/crèches pour les moins de six (6) ans intégrant une éducation compensatoire ou d'enrichissement éducatif s'avèrent nécessaires dans toutes les régions. L'intervention d'éducation compensatoire se fonde dès les tout premiers stades du développement de l'enfant. C'est dans ces conditions que les acquisitions initiales dans le développement psychologique doivent se faire en rapport avec l'acquisition du langage.
- Des sensibilisations doivent se mener à cet effet. Nous allons focaliser plus notre attention sur les parents que sur les enfants en proposant l'approche "apprendre (aux parents) à apprendre (à leurs enfants). Cf. Golden et Boins (1976) ; Pourtois (1979).
- Privilégier la réciprocité dans la relation famille-intervenant. Ainsi, on passe d'un modèle où les parents étaient considérés comme des récepteurs passifs à un modèle où ils sont producteurs de leur propre développement et acteurs essentiels dans le développement communautaire.

Pour les ESR, les UL associées aux vols et le passage à l'acte dans les rues sont des vols de subsistances. Cela remet en cause l'efficacité des politiques sociales de lutte contre l'exclusion sociale et surtout la pauvreté.

Pour cet enquête : **O.G -garçon - 21 ans/ Extrait #78 Casette n°17 :**

« Des gens de l'action sociale sont venus en rue et nous ont demandé de leur parler de la pauvreté. C'est quoi la pauvreté ? Ils nous ont posé beaucoup de questions. Ils ont dit que la pauvreté, on ne peut pas l'arrêter mais peut-être la diminuer. Alors ils nous ont demandé comment faire. Mais la politique, ce n'est pas notre métier, c'est celui de nos dirigeants. On n'entend que ça : « politique de l'enfance, politique de l'enfance ». Ça fait des années qu'on nous l[a] répète. Et nous, on est toujours dans la rue, ça vaut bientôt quinze ans pour moi. Entre-temps, on a vieilli. Il faut grouiller, faut faire quelque chose pour les enfants et pour les parents. Nous, on n'est déjà plus des enfants ».

Donc il est nécessaire d'opérer des réformes adéquates et adaptées au contexte des ESR ; cela passe par la réorganisation des systèmes de prise en charge et la mise en synergie des actions entre les ONG/associations et l'Etat. Le phénomène est complexe et requiert des actions concertées avec tous les acteurs et partenaires intervenant dans la problématique de l'enfant en situation de rue notamment la coalition des intervenants auprès des jeunes et enfants vivant en situation de rue(CIJER) et du Groupe de Travail pour la Protection des Enfants (GTPE

Certaines ONG/Associations (KEOOGO, SAMUSOCIALBURKINA FASO, etc.) ont pu redonner une autre vie à certains enfants qui ont retrouvé les bancs de l'école pour étudier davantage. D'autres aussi sont aujourd'hui des artistes, des acteurs de cinémas, des commerçants des ouvriers, des fonctionnaires (infirmiers, enseignants, etc). En voyant la liste des métiers exercés, on ne peut que se réjouir car avec les ESR, une autre vie est possible. Avec plus de soutien en termes de moyens humain, matériel et financier, les associations

burkinabè pourraient relever de nombreux défis au profit du bonheur des ESR. La prise en charge psychosociale et l'insertion socioprofessionnelle pourraient être des mesures idoines pour une stabilisation de la norme linguistique.

3.2. Au plan linguistique

Pour une stabilisation de la norme linguistique, les actions suivantes peuvent être également envisagées.

- La conception d'un lexique des enfants migrants
Le lexique des enfants migrants peut guider les interventions dans la rue. Pour cela, la conception d'un glossaire ou d'un lexique est nécessaire afin de guider l'action des intervenants (infirmier, médecin, éducateurs sociaux, juges des enfants, la police).
- L'enseignement du lexique des enfants migrants sous forme de modules dans les écoles de formation des travailleurs sociaux
Pour les élèves-fonctionnaires de l'action sociale, son apprentissage dès l'école professionnelle peut servir de facteur de rapprochement avec les enfants migrants. La connaissance du langage de ce dernier permet une assistance psychosociale et économique. Pour ce faire, un renforcement du dispositif langagier des acteurs sociaux à travers l'appropriation du L.ESR est essentiel pour mener à bien leur mission d'encadrement auprès des ESR.
- Au niveau de la didactique des langues, l'enseignement du langage et du vocabulaire en L1/L2 doivent être priorités dans les écoles formelles/non formelles.
Ainsi, les curricula doivent être adaptés au développement mental de l'enfant et aux étapes du développement du langage. Une part importante pourrait être accordée au langage, au vocabulaire et à l'orthographe dès les écoles maternelles, aux cours préparatoires et élémentaires.
- L'éducation bi/multilingue
Le L.ESR nous interpellent tous. Il est un des facteurs explicatifs de l'échec des politiques en matière d'enseignement et d'apprentissage des langues (L1/ L2). Pour relever le défi, nous pouvons mettre les moyens humains, pédagogiques, financiers, et matériel au profit de l'éducation bi/multilingue pour réduire les échecs scolaires et les échecs des politiques d'enseignement des langues et barrer la route à l'étiollement linguistique aussi bien pour le mooré que pour le français.
- Envisager une intégration des mots hybrides dans le dictionnaire orthographique du mooré
Le L.ESR fait partie intégrante de notre vécu/réalité sociolinguistique. Il est déjà dans les marchés /yaar à l'école /dans les familles et même dans l'administration. Il constitue un défi à la norme linguistique, faut-il le rejeter ou l'intégrer ? Tout en le combattant par l'éducation bi/multilingue, nous estimons qu'après l'élaboration du lexique des ESR, des études complémentaires pourraient se consacrer aux « néologies du mooré » et à l'enrichissement du vocabulaire moaaga. Ainsi de nombreux termes en mooré hybride (mélange de moore et langues étrangères) via le transfert de sens peuvent intégrer le dictionnaire orthographique du mooré.
- Alphabétisation dans les centres sociaux et de formation professionnelle au profit des ESR
Il serait difficile de mener des interventions d'éducation et d'alphabétisation dans la rue car c'est un lieu hautement dangereux mais en optant pour des stratégies de regroupement dans des sites d'hébergement (cas du site de Keogo en construction à Kamboinsin) nous pourrions les y mener correctement en leur proposant des modules d'éducation inclusive et d'alphabétisation. Pour répondre à la soif de connaissances de

certaines ESR, nous envisageons de concevoir des modules d'alphabétisation inclusive fondés sur les besoins essentiels et en rapport avec le vécu quotidien des ESR qui veulent y intégrer ces centres d'alphabétisation. Ainsi, les perspectives d'alphabétisation en milieu socioprofessionnel, les internats scolaires ou spécialisés, l'accueil dans les orphelinats et crèches des enfants peuvent réduire la fréquentation des rues par les enfants en difficultés et engendrer une correction certaine de la langue voire mettre fin au problème des ESR s'il y a de la volonté politique.

Conclusion

Une prise en compte du volet langage permet la compréhension des enfants migrants de la ville de Ouagadougou. L'exploitation des ressources linguistiques peut servir de base à des séances de sensibilisations du public burkinabè en vue de lutter contre la stigmatisation, l'exclusion sociale et la grande pauvreté des enfants migrants. Des actions peuvent être entreprises pour le plein épanouissement des enfants migrants. Il s'agit par exemple de s'investir dans des actions saines à travers le retour à l'école ou à l'atelier à travers les centres de formation professionnelle ou de rééducation. Cela offre une seconde chance de vie, de réussite d'où une resocialisation des enfants migrants. Nous pourrions envisager des actions concrètes au plan social et linguistique.

Donc il est nécessaire d'opérer des réformes adéquates et adaptées au contexte des ESR ; cela passe par la réorganisation des systèmes de prise en charge et la mise en synergie des actions entre les ONG/associations et l'Etat. Le phénomène est complexe et requiert des actions concertées avec tous les acteurs et partenaires intervenant dans la problématique de l'enfant en situation de rue notamment la coalition des intervenants auprès des jeunes et enfants vivant en situation de rue (CIJER) et du GTPE.

Pour répondre à la soif de connaissances de certains ESR, nous envisageons de concevoir des modules d'alphabétisation inclusive fondés sur les besoins essentiels et en rapport avec le vécu quotidien des ESR qui veulent y intégrer ces centres d'alphabétisation. Ainsi, les perspectives d'alphabétisation en milieu socioprofessionnel, les internats scolaires ou spécialisés, l'accueil dans les orphelinats et crèches des enfants peuvent réduire la fréquentation des rues par les enfants en difficultés et engendrer une correction certaine de la langue voire mettre fin au problème des ESR s'il y a de la volonté politique.

Références bibliographiques

- BERNICH, A. (2013). Enfants de la rue de Casablanca : enfants et adolescents « exilés dehors ». *Adolescence*, 531p
- BIT/ANSD (2007), Enquête Nationale sur le Travail des Enfants au Sénégal, Rapport national d'analyses, Dakar, Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie,
- BOURHIS R.Y. & LEPICQ, D., SHADEV, I., (2000), La psychologie sociale de la Communication multilingue. Diversité maternelles et santé mentale. OMS, Palais des Nations Genève
- BOYER H. (1994), « Le jeune el qu'on en parle », dans *LANGAGE ET SOCIÉTÉ* n° 70, Paris, Maison des Sciences de L'Homme, pp.85-92.20
- BURKINA FASO (2015), quatrième, cinquième et sixième Rapports cumulés du Burkina Faso sur la mise en œuvre de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant pour la période 2011 à 2015, Ouagadougou, 111 p.
- CHAMPY M. (2014), « La rue ne peut pas avoir d'enfants ! » Retour sur les projets de réinsertion des enfants vivant dans la rue (Burkina Faso), dans « *Autrepart* », vol.4, Paris, Presse de Sciences Po, pp. 129-144.
- CODESRIA (2009), Enfants de la rue et jeunes marginalisés : conditions de vie des enfants et des jeunes marginalisés, 2006, site web2 du 28 décembre 2009 : <http://www.codesria.org> , (page consultée, le 28 / 08 / 2017)

- COURTIN & al. (2010), « La crise ivoirienne et les migrants burkinabé. L'effet boomerang d'une migration internationale », Dans *Afrique contemporaine*, Vol.4, n°236, pp.11-27. Article disponible en ligne à l'adresse :
<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2010-4-page-11.htm>, (page consultée le 18/12/2018).
- HOCQUET J. (1968) *Adaptation sociale et délinquance juvénile en Haute-Volta*, Paris, Centre National des Archives, Recherches Voltaïques, n° 9, 162 p.
- KABORE-BOUDA U. (2017), *Intégration de la protection de l'enfant dans les politiques et stratégies sectorielles*, Rapport final de revue documentaire, Groupe de travail pour la protection de l'enfant (GTPE), 121 p.
- MAIGA A. & WANGRE N. J. (2008) *Enfants de la rue en Afrique. Le cas du Burkina Faso*. Paris, L'Harmattan, 218 p.
- MAUD C. (2004), *Des quartiers à Ouagadougou ? Développement périphérique et tissu social à Kouritenga*, Mémoire de maîtrise, UFR Sciences Sociales et Administration, Université de Nanterre, 156 p. [Version électronique]. Disponible sur le site :
<http://horizon.documentation.ird.fr/ex/.doc/.pdf> (Page consultée le 16 août 2015)
- MORELLE M. (2004), *La rue des enfants, les enfants des rues. L'exemple de Yaoundé, Cameroun) et Antananarivo, (Madagascar)*, thèse de doctorat de géographie, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, CNRS Editions, 496 p.
- MSF/ la Lettre volée (2003), *Qui-Vive : Autoportrait des enfants des rues de Ouagadougou*, Bruxelles, Aupsert, 296 p.
- OUEDRAOGO T. (2005), *Migration de retour en contexte de crise : cas de l'opération Bayiri au Burkina Faso*, Département de Sociologie, UFR/SH, Université de Ouagadougou.
- PARK R., E. (1929), « La ville comme laboratoire sociale », in CHICAGO (l'Ecole de) (1984), pp.167-183.
- SAMUSOCIAL INTERNATIONAL & SAMUSOCIAL MALI (2010), *Ouvrage collectif, "Nous venons tous d'une maison"*.
<https://www.samusocial-international.typepad.com>
- UNICEF, BANQUE MONDIALE & BIT (2007), *Enfants mendiants dans la région de Dakar, Understanding children's work project working papers Séries*, Dakar, novembre 2007, Unicef, Rapport annuel 2006, New York, 87 p.
- VIGNIKIN, K., (1992), *Dynamique des systèmes de production agricole et ajustement sociodémographique des ménages : le cas des agriculteurs Ewé du sud-Togo*, Thèse de doctorat, département de démographie, Montréal, Université de Montréal, 345 p.
- YOUGBARE S. (2013), *Attachement et délinquance des mineurs: Déterminants psychosociaux au Burkina Faso*, Thèse de Doctorat unique de Psychologie, Spécialité : Psychologie clinique et de la santé l'Université de Lomé, 330 p.